



Le président camerounais Paul Biya a déclaré dimanche qu'il était de son "devoir" de "veiller à l'ordre républicain", alors que le pays est en proie à une grave crise socio-politique aux accents séparatistes dans ses deux régions anglophones.

"Il est de mon devoir de veiller à l'ordre républicain, à la paix sociale, à l'unité de la Nation et à l'intégrité du Cameroun", a déclaré dimanche le président Biya, 84 ans dont 35 au pouvoir, dans le traditionnel discours de vœux à la Nation du 31 décembre.

La minorité anglophone du pays - environ 20% des 23 millions d'habitants - proteste contre sa marginalisation depuis plus d'un an. Si certains anglophones exigent le retour au fédéralisme, une minorité réclame la partition du Cameroun. Deux scénarios que refuse catégoriquement Yaoundé.

A mesure que les autorités camerounaises ont accru la pression sécuritaire et la répression des manifestations séparatistes, les rangs des sécessionnistes se sont étoffés ces derniers mois, en même temps que se sont multipliés les incidents violents, faisant craindre, selon observateurs et analystes, à l'émergence d'une "insurrection armée" dans la région.

"J'ai instruit que tous ceux qui ont pris les armes, qui exercent des violences ou qui incitent à la violence, soient combattus sans relâche et répondent de leurs crimes devant la justice", a

martelé dimanche Paul Biya.

Il s'est félicité des "excellents résultats" des "opérations de sécurisation" menées dans les régions anglophones. Ces dernières semaines, l'armée a été déployée dans différentes villes du sud-ouest camerounais, notamment Mamfe et Dadi, où des affrontements avec des hommes armés que le gouvernement estime être des séparatistes ont eu lieu.

Estimant que "dans leur immense majorité, les Camerounais aspirent à vivre ensemble, dans la paix" en régions anglophones, le président a dit dimanche souhaiter que "la situation revienne à la normale". "Le dialogue a toujours été et restera toujours pour moi la voie privilégiée de résolution des problèmes, pour autant qu'il s'inscrive strictement dans le cadre de la légalité républicaine", a conclu le président Biya.